



Les organisations syndicales CGT, FO, SNU/FSU, Solidaires SUD Emploi font le constat d'une situation sociale particulièrement détériorée dans Pôle Emploi comme ailleurs.

La politique d'austérité menée par les gouvernements successifs consistant en une diminution drastique des dépenses publiques et sociales se traduit par des contraintes budgétaires sans précédent entraînant, entre autre, une perte de pouvoir d'achat collective de plus de 6 % en 4 ans, qu'on soit agent public ou agent privé.

La valeur du point d'indice des agents publics n'a pas augmentée du tout depuis 2010 alors que dans le même temps la partie fixe et la valeur du point pour les agents de droit privé n'ont bénéficiées que d'un récent saupoudrage. La fiscalisation de la part patronale (75% du coût) de la complémentaire santé dès 2013 va amputer de plusieurs centaines d'€ par an chacun de nos salaires, altérant d'autant plus notre pouvoir d'achat et rendant potentiellement certains d'entre nous imposables.

Les conséquences en sont particulièrement graves pour les salariés des premiers niveaux, les nouveaux embauchés qui voient leur rémunération stagner à peine au-dessus du SMIC.

Les négociations engagées sur la classification ont piétiné faute de financement suffisant, et les annonces faites par la Direction qui maintenant veut tout boucler avant l'été laissent présager une volonté de négociation « low cost ».

Cette politique salariale frise l'indécence quand après avoir sabordé délibérément la négociation salariale de 2013, avec la complicité de certains, la Direction a choisi d'individualiser la rémunération en accentuant l'attribution de primes personnelles indexée sur la capacité de l'agent à adhérer aux objectifs de l'entreprise, et ce au détriment du collectif.

Mais le pire est à venir : sous couvert de « pacte de confiance » ou de « pacte de responsabilité », le gouvernement prétend imposer de nouvelles coupes budgétaires en 2014, qui vont forcément se décliner dans les rémunérations, la négociation de la classification, les conditions de travail, les formations, Alors que dans le même temps, il fait un nouveau cadeau aux employeurs par une remise en cause majeure des cotisations sociales qui ne sont que notre salaire dit différé ou socialisé

A cause de changements répétés et non maîtrisés, une dégradation des collectifs de travail, une perte de sens, et de repères professionnels sont le lot quotidien des agents auxquels se surajoute pour les cadres et la maîtrise, les obligations spécifiques de l'encadrement, soumis en permanence à des injonctions paradoxales et confrontés à des situations de plus en plus complexes sans les moyens adéquats... Les employés, agents de maîtrise et cadres, se sentent méprisés, traités comme des pions, des variables d'ajustement.

Des dispositifs négociés et contractualisés, fonctionnant sans heurts depuis longtemps sont systématiquement réinterprétés à la baisse ou même ouvertement bafoués. Les négociations nationales sont trop souvent l'occasion de remettre en cause usages et accords locaux ou nationaux, au nom d'une égalité de traitement alignée sur le moins disant !

Ça suffit !

Les Organisation Syndicales, CGT, FO, SNU/FSU, Solidaires SUD Emploi appellent le personnel à s'opposer à cet engrenage de rigueur et de destructions de droits collectifs et acquis, et revendiquent :

- Une véritable augmentation de la valeur du point et de la partie fixe et du point d'indice
- L'octroi de moyens budgétaires pour la classification ;
- l'octroi des autorisations budgétaires pour la mise à niveau du statut des agents publics, notamment sur la grille indiciaire, les déroulements de carrière, l'accès aux postes vacants, ou l'octroi d'un 13^{ème} mois ;
- l'embauche de personnels en CDI conventionnels pour assurer l'intégralité des missions et un service public de qualité à hauteur de l'augmentation générale du chômage ;
- le respect de la Convention Collective Nationale, des accords locaux ou nationaux

**Nos organisations appellent le personnel
à se mettre en grève
et à manifester
le 18 mars 2014**